

Sida, le pire est devant nous

une interview de Peter Piot, directeur exécutif de l'Onusida

par Rik DE GENDT, journaliste, Bruxelles

Voilà à peine vingt ans que la première manifestation clinique du «syndrome d'immuno-déficience acquise» (sida) a été notifiée. Fin 2001, on estimait pourtant à 40 millions le nombre de personnes dans le monde vivant avec le virus VIH. Et les chiffres augmentent chaque année. Le sida est devenu la maladie la plus dévastatrice que l'humanité ait jamais connue. Elle est même aujourd'hui la première cause de décès en Afrique subsaharienne, et elle progresse de façon terrifiante en Europe de l'Est. Alors, le sida, une maladie sans frontières qui ne se laisse pas maîtriser ? Ne serait-ce pas plutôt l'application des moyens de lutte contre la pandémie qui laisserait à désirer ? Une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies a eu lieu en juin 2001 sur cette question : elle est considérée comme un tournant décisif dans le combat contre le sida. Peter Piot, directeur exécutif de l'Onusida, le programme commun des Nations Unies sur le VIH, s'exprime à ce propos.

«**C**ette session extraordinaire était une première. Tous les pays du monde y ont signé la *Déclaration d'engagement* dans laquelle ils se sont mis d'accord sur un plan d'action, avec des objectifs très concrets à atteindre ; par exemple, s'efforcer d'obtenir une réduction des infections de 25 % chez les jeunes d'ici cinq à dix ans ou de la transmission du virus VIH de la mère à l'enfant. Je suis convaincu, aujourd'hui plus que jamais, que sans l'appui et l'engagement des forces politiques, même avec la plus grande technicité, nous ne pourrions que peu ou rien réaliser.

»Pendant des années, l'Onusida a travaillé presque exclusivement sur le plan technique. A présent, notre organisation est de plus en plus active sur le plan politique. Une de nos premières priorités concerne d'ailleurs la mobilisation politique. Nous essayons, avec le soutien du secrétaire général des Nations Unies, de sensibiliser les

leaders politiques et de les convaincre à s'engager dans des actions et des projets. De plus, nous menons une campagne contre le prix élevé des médicaments. Avec succès. Au cours de l'année passée, les prix ont diminué de 90 %. Quoiqu'ils restent encore trop chers pour la majorité des malades, c'est tout de même un pas en avant.

»Pour être efficace, il est important que la lutte contre le sida soit intégrée dans un groupement de coopération. Notre organisation coordonne les activités concernant le sida de huit grandes organisations onusiennes, parmi lesquelles l'Organisation mondiale de la santé et la Banque mondiale. Il n'est pas toujours facile de les mettre au même diapason. Nous cherchons aussi à travailler avec des organisations non gouvernementales, en particulier avec des associations chrétiennes et musulmanes, car nous partons du fait que, surtout dans les pays en voie de développement, les endroits les plus appropriés

pour atteindre les gens sont les églises et les mosquées. Pour l'Onusida, c'est une excellente occasion de faire passer notre message. Si dans le temps nous avons ressenti beaucoup d'opposition, cela a récemment notablement changé.»

R. De G. : *L'Eglise catholique tient encore, sans exception, à ses prises de position traditionnelles et strictes. Cesserait-elle malgré tout de s'opposer à certaines méthodes ?*

«Sur le plan des principes et des positions de son magistère, l'Eglise catholique ne bouge pas, surtout quand il s'agit de l'usage du condom. Mais en pratique, sur le terrain, les choses sont différentes. Là, elle est souvent plus coopérante. En Pologne, par exemple, c'est un prêtre catholique qui conduit le programme national de lutte contre le sida, et en Ouganda, c'est un évêque qui assume cette responsabilité. Je ne nie pas qu'ici et là il y ait des problèmes ou des divergences d'opinion, mais, en général, notre collaboration est devenue très positive et efficace.»

Dans son message à l'occasion de la Journée mondiale du sida, le 1^{er} décembre 2001, le secrétaire général Kofi Annan a dit que dans certains pays, le sida est un des principaux obstacles à la sécurité humaine et au développement démocratique. Dans une conférence en Belgique, vous avez mis la lutte contre le sida et la défense des droits de l'homme sur un pied d'égalité, comme deux grands défis pour l'avenir de notre planète.

«Les grands problèmes d'aujourd'hui et de demain exigent une approche globale. Je pense d'abord au climat et au milieu. Mais il y en a d'autres. Je constate un peu partout de larges tendances à la discrimination et à l'exclusion. Personnellement, je refuse de m'incliner devant ces faits. Ainsi le sida

et les droits de l'homme possèdent beaucoup en commun. Ceux qui sont infectés par le virus VIH, et certainement ceux qui souffrent du sida, se sentent très vite discriminés et exclus. Ils perdent leur travail, ils ne peuvent plus se marier ni entrer dans certains pays, ils doivent quitter leur maison, leurs enfants sont souvent renvoyés de l'école. Le nombre de plaintes d'exclusion que nous recevons est excessivement haut. Personne ne peut nier qu'il s'agit ici de violations flagrantes des droits de l'homme.

»Et il y a plus encore. Dans des situations de violations des droits de l'homme, les abus sexuels, les viols et la prostitution augmentent et, par conséquent, favorisent la propagation du sida. Pour cette raison, nous travaillons très intensivement avec, d'une part, Mary Robinson, la haut commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, et, d'autre part, avec toutes sortes de groupes d'action locale. En plus, et par principe, notre organisation, à Genève aussi bien que sur le terrain, œuvre toujours avec des gens qui sont eux-mêmes infectés. Et lorsque je me rends à l'étranger et visite des projets, je rencontre des malades du sida.»

La lutte contre le sida dépend pour une bonne partie des situations locales, politiques, sociales, économiques et culturelles. Varient-elles beaucoup entre le Nord et le Sud ? Ne risque-t-on pas d'arriver à une stratégie «à deux vitesses» ?

«C'est bien possible. Les pays riches ont atteint un niveau de médicalisation qui est

«Le sida n'est pas seulement voleur de présent, il vole aussi l'avenir. Toutes les heures, près de 60 personnes de plus sont infectées. Toutes les heures, plus de 60 enfants meurent du sida.»

Kofi Annan, 1^{er} décembre 2001

applicable à tous ceux qui sont infectés. Beaucoup d'entre eux peuvent retourner au travail. Cependant, la vigilance et la prévention risquent de s'estomper. Nous constatons en effet un nouveau sursaut de la maladie. Et dans les pays pauvres, où on trouve la grande majorité des personnes contaminées, le traitement est presque impossible. Nous estimons que sur les 35 millions de malades, seuls quelques 250 000 d'entre eux peuvent recevoir un traitement. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte, dont le prix des médicaments, les idées sociales et culturelles, la mauvaise gestion et la corruption, ainsi qu'une absence complète d'un système de sécurité sociale.

»Deux vitesses donc... Mais il existe de nombreux bons projets de prévention, comme au Brésil, au Cambodge, en Thaïlande, Ouganda ou Tanzanie. Nous constatons à présent beaucoup moins d'infections dans ces pays. Je dois avouer cependant que, pour le moment, les traitements sont bien trop rares. Il nous reste encore beaucoup à faire. La prévention seule ne suffit pas. Il faut absolument développer les traitements. Il est important que les malades puissent être maintenus en vie le plus longuement possible, ne serait-ce que d'un point de vue économique. Pour les enfants, cela signifie beaucoup lorsque nous réussissons à prolonger la vie de leurs parents : ils peuvent continuer à aller à l'école, ils ne sont pas, par la force des choses, livrés à eux-mêmes et contraints à mener leur vie dans la rue.»

Un rapport récent montre que c'est en Europe de l'Est que le sursaut du virus VIH est le plus flagrant. Vu la facilité des migrations sur le continent, n'est-ce pas une menace pour les pays de l'Ouest ?



Yasothon (Thaïlande) : centre d'accueil du Père Tenaud pour mères et enfants malades du sida.

«C'est vrai, en Europe de l'Est, en particulier en Russie, les infections augmentent de manière effrayante. Fin novembre, je me suis rendu à Moscou et à Kiev pour attirer l'attention des responsables politiques sur cette évolution peu ou pas du tout connue. L'Europe de l'Est est devenue une priorité pour moi et je trouve que l'Union européenne pourrait faire plus, ne serait-ce que par calcul ou dans son propre intérêt. Car le sida est bien une maladie sans frontières. Certains de ces pays de l'Est sont d'ailleurs voisins de l'U.E. Quelques-uns sont même des candidats à l'adhésion. Un peu plus d'attention et des ressources seraient les bienvenues !»

Récemment, vous avez déclaré que le sida n'en est qu'à ses balbutiements. Le pire est donc encore à venir ?

«Oui. Nous ne connaissons cette maladie que depuis vingt ans. Or vingt ans ne signifie presque rien dans la vie d'une nouvelle maladie. C'est à peine une génération. En Afrique et en Europe de l'Est, le nombre de personnes atteintes par le VIH augmente fortement ; en Asie, il y a un grand potentiel d'expansion ; et le Moyen-Orient est pour l'instant à peine infecté.

»Cette évolution n'est heureusement pas fatale. L'expansion du sida peut être freinée, à condition qu'il y ait une réelle volonté politique et assez d'investissements ; à condition aussi qu'il y ait plus de dialogues francs autour de la sexualité et des méthodes de prévention. Ceci peut vraiment faire la différence.

»Mais même si, par miracle, nous arrivions à stopper les nouvelles infections, il resterait encore les 40 millions de personnes déjà infectées, qui vont tomber malades ou mourir dans les dix ou quinze an-

nées à venir. Avec tout ce que cela implique, comme des milliers d'orphelins.»

Osez-vous faire une prévision ? Quand est-ce que le nombre d'infections baissera ?

«Je suppose que dans les années à venir nous aurons une baisse du nombre d'infections en Afrique, surtout parmi les jeunes, à l'exemple de ce qui se passe en Ouganda, Kenya, Tanzanie et Zambie, où on a lancé des programmes de prévention sur une grande échelle. Du moins - je le répète - à condition que la société réagisse d'une manière positive et collabore. En Asie, cela dépendra du fait que la Chine prenne le problème au sérieux et que l'Inde continue à lutter contre le sida.

»Je suis optimiste, quoique de façon assez modérée. Faire reculer l'épidémie exige le respect des engagements pris par les gouvernements au cours de l'année écoulée. Ni plus ni moins. Le moment est venu de transformer ces promesses en actions.»

R. De G.

Le fléau du sida

«C'est sur ce fond de pauvreté générale et de services médicaux inadéquats que le Synode a pris en considération le tragique fléau du sida qui sème la douleur et la mort dans de nombreuses parties de l'Afrique. Le Synode a constaté le rôle que des pratiques sexuelles irresponsables jouent dans l'extension de cette maladie et il a formulé cette ferme recommandation : *L'affection, la joie, le bonheur et la paix apportés par le mariage chrétien et la fidélité, ainsi que la sécurité que donne la chasteté, doivent être continuellement présentés aux fidèles, spécialement aux jeunes.*

La lutte contre le sida doit être le combat de tout le monde. Me faisant l'écho des Pères synodaux, je demande aux agents pastoraux d'apporter aux frères et sœurs atteints du sida tout le réconfort possible, du point de vue matériel comme du point de vue moral et spirituel. Aux hommes de science et aux responsables politiques, je demande instamment que, animés par l'amour et le respect dus à toute personne humaine, ils ne lésinent pas sur les moyens susceptibles de mettre fin à ce fléau.»

Jean Paul II

Exhortation apostolique post-synodale donnée à Yaoundé, Cameroun, le 14 septembre 1995, in «Ecclesia in Africa », n° 116.